



Droit de vote pour tous les résidents étrangers dès 2014

Le suffrage universel a été une longue conquête dans l'histoire de la République

Si, en 1793, lors de la Révolution, la première République en adopta le principe, il fut réellement mis en œuvre par la II^e République, après la Révolution de 1848. Mais le suffrage resta limité aux hommes jusqu'en 1944, lorsque fut enfin instauré, à la Libération, le droit de vote pour les femmes. Trente ans plus tard, en 1974, l'âge du droit de vote fut abaissé de 21 à 18 ans.

En 1998, les étranger(e)s citoyen(ne)s des pays de l'Union européenne résidant en France ont été admis(es) au vote et à l'éligibilité pour les élections municipales et au Parlement européen.

En mai 2000, l'Assemblée nationale vote une proposition de loi accordant le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les étranger(e)s extracommunautaires, qui résident légalement sur le territoire depuis cinq ans au moins. Le Sénat, à son tour, le 8 décembre 2011, adopte cette même proposition. Il reste à mettre en œuvre la révision constitutionnelle nécessaire.

De nombreux(ses) responsables politiques de gauche, et aussi du centre et de droite, se sont exprimé(e)s en faveur de ce droit.

En 2012, lors des élections présidentielles et législatives, la nouvelle majorité a inscrit cette réforme dans son programme. Conformément à ses engagements dans sa déclaration de politique générale, le Premier ministre, en juillet puis en septembre, a promis qu'il y aurait un projet de loi en 2013.

Près de deux millions et demi d'étranger(e)s extracommunautaires vivent et travaillent dans des communes où elles/ils participent à la vie locale et paient des impôts. Nombre d'entre elles/eux sont responsables d'associations, délégué(e)s de parents d'élèves, délégué(e)s syndicaux(cales)...

La vie locale est un lieu essentiel de la vie démocratique et il n'existe aucune raison pour que toutes celles et tous ceux qui résident sur ces territoires n'y participent pas de façon égale. Il est temps de franchir une nouvelle étape pour l'élargissement du suffrage universel, la démocratie, la cohésion sociale et pour l'égalité des droits.

Les promesses électorales faites depuis plus de trente ans, approuvées par les électeurs(trices) à au moins quatre reprises, depuis 1981, doivent maintenant être tenues.

Nous appelons à la mobilisation citoyenne pour que cette réforme, essentielle pour une République ouverte et fraternelle, soit mise en œuvre dès les élections municipales de 2014.

Nous demandons au Président de la République d'engager le processus de révision constitutionnelle permettant d'instaurer le droit de vote et d'éligibilité pour nos concitoyen(ne)s résident(e)s étranger(e)s aux élections locales, dès les municipales de 2014.

Vous pouvez signer la présente pétition sur Internet* : www.droitdevote2014.org ou retourner votre signature par courrier à l'adresse suivante : Collectif Droit de vote 2014 - 138, rue Marcadet, 75018 PARIS.

*Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à pouvoir vous informer de nos actions dans le cadre de la campagne pour le droit de vote des étrangers. Les destinataires des données sont : collectif « Droit de vote 2014 ». Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant à contact@droitdevote2014.org. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

Vous vous interrogez sur la nécessité de vous engager aujourd'hui pour l'obtention du droit de vote des étrangers extracommunautaires aux élections locales ? Le collectif "Droit de vote 2014" du 10^e arrondissement vous invite à venir en débattre

le mercredi 20 mars 2013 à 19h

**Mairie du 10^e - Salle des mariages
(72, rue du Faubourg Saint-Martin, PARIS 10^e)**

Ce débat sera introduit par

Bernard Delemotte

**Rédacteur de la "Lettre de la citoyenneté"
et animateur du collectif Droit de vote 2014**

Avec les témoignages de

Caroline Hartman

**citoyenne européenne, actrice de la démocratie locale
dans le 10^e arrondissement**

et

Adel Ghazala

militant de l'association des Tunisiens de France (ATF)

Dans le 10^e, à l'appel de : Assemblée citoyenne des originaires de Turquie, Association Andes Diffusion, Association des Tunisiens de France, ATTAC Paris Centre, section Ligue des droits de l'Homme 10/11, la maison du Canal-Régie de quartier Paris 10^e, Ensemble, nous sommes le 10^e.

Europe écologie les Verts 10^e, Front de gauche 10^e (Convergences et alternative, Fédération pour une alternative sociale et écologique, Gauche anticapitaliste, Gauche unitaire, Les Alternatifs, Parti communiste des ouvriers de France, Parti communiste français, Parti de gauche, République et socialisme), Parti socialiste 10^e.

A l'appel de

Associations : Ligue des droits de l'Homme (LDH), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), SOS Racisme, collectif « Votation citoyenne », Réseau éducation sans frontières (RESF), Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (Acort), Association démocratique des Tunisiens en France (ADTF), Association des Marocains de France (AMF), Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), Association pour une citoyenneté européenne de résidence (Acer), Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), Mouvement citoyen des Tunisiens en France (MCTF), Union des Tunisiens pour l'action citoyenne (Utac), Réseau Euromed France, Conseil français de la citoyenneté de résidence (Cofracir), Collectif pour l'avenir des foyers (Copaf), Ligue de l'enseignement (LE), Solidarité laïque, France terre d'asile (FTDA), La Cimade, Les Amoureux au banc public, Aseca - Lettre de la citoyenneté, Collectif national pour les droits des femmes (CNDF), Mouvement de la paix, Attac France, Cedetim, Fondation Copernic, Gisti, Banlieues actives, Les Indivisibles, Association nationale des élus communistes et républicains (Anecr), Fédération des élu(e)s verts et écologistes (Feve), A gauche autrement - Le Pré-Saint-Gervais, Agir contre le racisme (ACR) - Nice, Apeis, Association biterroise contre le racisme, Association locale des femmes algériennes (Alfa - Nantes), Association de soutien aux étrangers du Val-de-Marne (Assouevam), Horizome, Nedjma, Partage - Bezons, Atams, collectif « Avà Basta », collectif « Culture Création Citoyenneté », collectif « Diversi-T37 », Emmaüs Pointe-Rouge, Ensemble nous sommes le 10e, Gauche citoyenne 94, Go citoyenneté - Grenoble, Groupe non-violent Louis Lecoin, Ipam, La Coopérative du citoyen, Le 93 au cœur de la République, Les Diffuseurs humanistes, Les Sans-étiquette, Mémorial 98, Mouvement Utopia, Pays-de-Loire-Gaza-Jérusalem, Printemps ligueur, Resfim - Mayotte, Ras l'front - Grenoble, Ras l'front du voironnais, Ruptures, Sortir du colonialisme, Tends la main, TET-LLÄ, Turbulences Marnela- Vallée, Union juive française pour la paix (UJFP), Vérité et justice pour l'Algérie, Victimologie sans frontière, Visa.

Syndicats : Confédération française démocratique du travail (CFDT), Confédération générale du travail (CGT), Fédération syndicale unitaire (FSU), Union syndicale Solidaires, Syndicat des enseignants (SE-Unsa), Syndicat de la magistrature (SM), Union nationale des étudiants de France (Unef), Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), Union nationale lycéenne (UNL), Fédération Sud Education, Snasub-FSU, Snep-FSU, Snes-FSU, SNPES-PJJ/FSU, Snuclias-FSU, CFDT Mutualité Île-de-France, CFDT Taxis parisiens, Union départementale CFDT du Rhône, CGT-Educ'Action, CGT-Radio France, Syndicat national des journalistes CGT, UL CGT - Feurs, Confédération syndicale des familles.

Partis politiques : Europe écologie les Verts (EELV), Front de gauche (Convergences et alternative - CetA, Fédération pour une alternative sociale et écologique - Fase, Gauche anticapitaliste - GA, Gauche unitaire - GU, Les Alternatifs, Parti communiste des ouvriers de France - PCOF, Parti communiste français - PCF, Parti de gauche - PG, République et socialisme - RetS), Parti radical de gauche (PRG), Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), Mouvement des jeunes socialistes (MJS), Mouvement des jeunes communistes de France (MJCF), Jeunes radicaux de gauche (JRG), Jeunes écologistes, Force citoyenne populaire (FCP), Front de gauche - Bezons, Fase 56, Jeunes de l'Union démocratique bretonne (UDB Yaouank/UDB Jeunes), Union démocratique bretonne (UDB), Rouge vif 13.